

Bernard Dupuis

Vive la crise !

*Des solutions
pour la France et l'Europe*



Avant-propos

Avant toute chose, je ne suis attaché à aucun parti politique ni syndicat et je n'ai pas fait ce livre pour me faire connaître et encore moins pour me faire élire, mais pour défendre mes idées et que je pense qu'il est urgent d'agir comme chacun et chacune peut le faire à sa façon. C'est en pensant à mes enfants dans ce pays qu'est la France et de la responsabilité de ma génération que j'ai écrit ce petit livre. La France qui mérite tant et qui est massacrée dans ses valeurs et vendue par ceux qui nous gouvernent et disent nous représenter.

Notre responsabilité est de ne pas accepter et d'exiger, voire de faire ce qu'ils ne font pas, gérer la France pour les Français avec toute la justice possible pour revenir aux fondamentaux que sont la liberté, l'égalité et la fraternité. Et comme Stéphane Hessel écrit dans son livre « INDIGNEZ VOUS ! » « La pire des attitudes est l'indifférence (dire : je n'y peux rien, je me débrouille) », pour moi c'est en quelque sorte comme

de la non-assistance à personne en danger. Donc je suis obligé de faire quelque chose et pourquoi pas ce livre.

A l'heure d'aujourd'hui, les valeurs de la France ne peuvent être défendues si la France est seule.

C'est pourquoi, il faut rassembler aussi bien en France qu'en Europe autour de ces idées et valeurs si elles nous semblent bonnes et de bon sens.

Ensuite pourquoi ce titre « Vive la crise » ? tout simplement parce que cette crise nous révèle tous les travers du système capitaliste d'aujourd'hui qu'on appelle « la mondialisation » ou « le libéralisme », et comme dans tout jeu de société, il lui faut des règles communes qui soient respectées scrupuleusement, et donc encadrées. Ce n'est malheureusement plus le cas ? C'est la finance et uniquement la finance qui s'impose face aux symboles républicains.

Ne laissons faire pas les politiques et obligeons-les à vraiment nous représenter et nous défendre. Ils ne doivent être là que pour ça et non pour nous diriger. Les référendums doivent se généraliser et être respectés sous peine de haute trahison.

Je n'ai aucune légitimité pour écrire ce livre si ce n'est que mon goût pour la justice et un peu de bon sens, je l'espère mais ça, c'est à vous de juger.

Mes héros ou ceux qu'il faut suivre en exemple et à relire ou réécouter selon moi sont Martin Luther King, Mahatma Gandhi, Nelson Mandela et Charles De Gaule.

Croyez-vous qu'ils étaient opportunistes ou utopistes ?

Dans ce livre, je parle bien-sûr de la France, mais aussi de l'Europe, parce que seul on ne peut rien faire.

Les chiffres cités dans cet ouvrage proviennent de la cour des comptes

*

* *

Justice indépendante

La justice française est-elle indépendante ?

Je ne le crois pas, les politiques de tous poils ou presque nous en donnent la preuve régulièrement. Pour arriver à une justice réellement indépendante, il faudrait que les hommes politiques ne fassent pas carrière et donc que de nouvelles têtes arrivent régulièrement pour remplacer les dinosaures qui disent nous représenter.

De plus, il me semble que notre justice s'américanise en ne se basant plus sur les preuves mais sur la conviction des jurés.

*

* *

La Banque européenne

La banque européenne a jusqu'à présent maintenu un taux élevé pour une politique d'euro fort, et ainsi éviter toute sorte d'inflation que craignent les allemands, Malheureusement, tous les pays n'ont pas la même politique financière ni la même économie que l'Allemagne, et cela plombe les exportations et oblige les multinationales à délocaliser pour profiter d'une monnaie plus faible.

En 2011, la banque européenne est indépendante, avec comme mission de contrôler l'inflation et de prêter au privé à des taux de 1 à 1,5 %.

Ce privé prête aux états à des taux de 3 à 8 %, voire plus. Il me semble logique que si l'on veut que la banque européenne puisse prêter directement aux états, il faudrait changer son statut et surtout avoir une politique monétaire européenne commune. Mais pour cela, il faut là encore harmoniser les pays européens et il aurait fallu commencer par ça pour créer les états unis d'Europe en se basant sur le marché commun qui existait après la guerre par exemple.

Maintenant on voit bien que l'on va être obligé de passer par une harmonisation, mais cela sera plus difficile à faire accepter à certains pays. Il aurait fallu mettre la charrue derrière les bœufs comme le bon sens l'exige et non pour faire plaisir aux grands groupes et autres spéculateurs. Mais Jacques Delors en a fait autrement en allant chercher les grandes entreprises

pour créer l'Europe que l'on connaît. Le social finira bien par s'harmoniser par la suite, disait-il...

*

* *

La crise du logement

La crise mondiale est partie de l'effondrement du prix des logements aux USA, la fameuse crise des subprimes. C'est dire son importance aussi bien sur le plan social que financier. La crise s'est déclarée aux Etats-Unis par le manque d'obligation des banques contrairement à la France entre autres qui ne les laisse pas faire ce qu'elles veulent à tout prix. Mais chez les français, les difficultés sont toutes autres et finissent par peser de la même façon.

Là aussi, il faut encadrer le marché du logement en commençant par inciter les communes à construire.

Aujourd'hui, les plus riches d'entre elles préfèrent payer l'amende prévue plutôt que de construire des logements sociaux.

Cela me paraît pourtant simple de ne pas compliquer les choses et de réguler les prix par un bonus/malus.

Il suffit de faire payer suffisamment les communes qui ne construisent pas assez de logements sociaux et d'aider financièrement celles qui le veulent, au moins

pendant une certaine période. Le prix du bonus/malus étant calculé sur le prix du m2 de chaque commune.

Cela ne coûte rien si ce n'est qu'aux mairies, mais qui deviennent ainsi solidaires les unes des autres.

Les prix se régulent ainsi d'eux-mêmes et la construction est relancée, sans compter sur le développement ou le maintien des emplois dans le bâtiment.

Bien-sûr, les dindons de la farce dans ce cas seraient les spéculateurs qui n'ont rien à voir avec les propriétaires qui veulent se garantir un revenu pour la retraite par exemple.

La France est en queue de peloton et affiche des prix du logement bien supérieurs aux autres pays européens. Seules les britanniques font pire que nous dans cette discipline.

Même si la comparaison ne donne ni de solution ni de raison de combattre cette crise, elle appuie là où ça fait mal.

J'ai trouvé un graphique qui compare l'évolution des prix du logement dans la plupart des pays du monde en tenant compte des revenus des habitants sur The Economist (<http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/11/global-house-prices>)

malheureusement je n'est pas eu l'autorisation pour l'afficher ici, mais allez y pour votre information,

Choisissez l'onglet « House price » et choisissez la période entre 2000 et 2013 par exemple et sélectionnez les pays que vous souhaitez, Vous verrez que la France

est dans le peloton de tête, seule les Anglais font pire que nous, Pour une fois, on est heureux de les voir si haut dans le classement, mais blague à part, ne pourrait on pas s'aligner au moins sur le Danemark par exemple,

Pour moi, la cause principale des prix excessifs du logement ne sont que des mauvais choix concernant l'intérêt commun pour, là aussi favoriser la spéculation,

*
* *

Sortir de la crise financière des états

Après la crise des subprimes en 2007, voilà la suite logique de la crise financière des états en 2011. Vous pouvez leur faire confiance pour sortir de la crise des états, mais qui vont-ils faire payer ?

Les fautifs doivent être sanctionnés d'une manière ou d'une autre et montrés du doigt au moins par l'Europe. Là aussi, il faut de la justice et faire payer ceux qui cherchent et ont toujours cherché à s'enrichir sur le dos de ceux qui travaillent (salariés, commerçants et patrons de PME). La justice sociale doit leur exploser à la figure. Ils doivent comprendre que ceux qui travaillent doivent gagner leur vie et pas celle d'autres qui détiennent le pouvoir par la finance.

On arrive au bout de ce système et c'est le moment de mettre des limites dans un premier temps à toutes ces injustices pour les supprimer définitivement ensuite.

La première solution est de taxer les transactions financières, mais pas qu'en France, partout dans le monde. Pour ce faire, je pense qu'il faut réveiller les consciences populaires, il faut que cela vienne des peuples.

Le travail doit faire gagner de l'argent, les banques doivent servir à financer les investissements, les taxes et les charges ne doivent plus peser sur les salaires mais être transférées sur la taxe dite sociale et sur les transactions financières, servant à financer le social et donc à moins peser sur les salaires.

Là aussi, le bon sens doit l'emporter. Pensez-vous qu'il soit logique et normal de gagner de l'argent sans travailler, sans produire ? C'est bien la création et la production qui permettent de vendre et donc de s'enrichir, et rien d'autre ne doit supplanter cette vision.

Je ne suis pas loin de penser que le fameux livret A qui permet à tous d'épargner facilement et en toute sécurité, a été créé avec une arrière-pensée qui est de banaliser la spéculation au point qu'elle nous semble naturelle. Il faut bien que quelqu'un paye ce gain, et qui d'autre que celui qui produit et donc qui travaille...

Il ne faut pas oublier le fonctionnement de l'état dans lequel il y a sûrement de grosses économies à faire